

**LES MESURES PRISES PAR LES AUTORITES MAROCAINES SONT-  
ELLES SUFFISANTES POUR DEPASSER LA CRISE DE COVID-19 ET  
RELANCER L'ACTIVITE ECONOMIQUE ?  
ETUDE DE CAS DE LA REGION BENI-MELLAL KHENIFRA**

**Mehdi GHARRAFI**

Doctorant en science de gestion

Laboratoire de recherche en Innovation, Responsabilités, et Développement Durable

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales

Université : Cadi Ayyad-Marrakech-Maroc

Email : [mehdigharrafi@gmail.com](mailto:mehdigharrafi@gmail.com)

**Hicham ABDELKHALIK**

Doctorant en science de gestion

Laboratoire d'Économie et Management des Organisations

Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Kénitra

Université Ibn Tofail-KENITRA – Maroc

Email : [abdelkhalik.hicham@gmail.com](mailto:abdelkhalik.hicham@gmail.com)

**Khadija BENAZZI**

Enseignante chercheure

Laboratoire de recherche en Innovation, Responsabilités, et Développement Durable

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales

Université : Cadi Ayyad-Marrakech-Maroc

Email : [khadija.benazzi@gmail.com](mailto:khadija.benazzi@gmail.com)

**Résumé :**

Après la déclaration de l'Organisation mondiale de la Santé que l'épidémie de coronavirus Sars-cov19 est une pandémie et après l'enregistrement du premier cas positif, l'État marocain a pris un ensemble de mesures sur tous les plans (sanitaire, économique et social...) en vue de faire face à cette crise violente.

Nous avons relevé à travers les résultats de l'étude quantitative effectuée, que l'impact de la crise sanitaire actuelle diffère selon la taille de l'entreprise et la nature de son activité, ce qui les a poussées à engager des mesures en collaboration avec l'état pour réduire cet impact, le recours à ces mesures a pu améliorer la situation d'un certain nombre de ces entreprises

**Mots-clés :** Coronavirus ; Sars-Cov-19 ; Crise sanitaire ; Les mesures d'accompagnement ; Autorités marocaines.

**Abstract:**

Following the announcement of the World Health Organization that declared the novel coronavirus (COVID-19) outbreak a global pandemic and the registration of its first presumptive positive case, the Moroccan state has taken a set of measures on all levels (healthcare, economic, social) to respond to this violent crisis.

We noted through the results of the quantitative study that the impact of the current health crisis differs according to the size of the company and the nature of activity, which led them to initiate measures with the public authorities to reduce the impact. The implementation of these measures has been able to improve the situation of a number of companies.

**Key words:** Coronavirus; Sars-Cov-19; Health crisis; Accompanying measures; Moroccan authorities.

**Introduction :**

Le 11 mars 2020, l'épidémie de coronavirus est devenue une pandémie, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)<sup>1</sup>. A partir de cette date, le monde connaît actuellement une situation sans précédent. Pour sauver des vies et permettre aux systèmes de soins de faire face à la situation, il a fallu prendre des mesures d'isolement, de confinement et de fermeture

---

<sup>1</sup> L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est une agence spécialisée de l'Organisation des Nations unies pour la santé publique créée en 1948.

généralisée en vue de ralentir la propagation du virus, Cette situation a empêché les économies de tourner à plein régime. Comparé à d'autres crises sanitaires et aussi financières, la pandémie de Covid-19 a pratiquement perturbé toutes les branches d'activités surtout l'activité économique.

Selon l'OCDE<sup>2</sup>, l'économie mondiale connaîtra en 2020 une récession d'au moins 6%, dans le cas où l'épidémie de Covid-19 reste sous contrôle et de 7,6% s'il y a une deuxième vague.

Cette crise ne ressemble à aucune autre. Premièrement, le choc est violent. Les pertes de production liées à cette urgence sanitaire et aux mesures prises pour l'endiguer sont probablement bien supérieures aux pertes qui ont déclenché la crise financière mondiale en 2008. Deuxièmement, la durée et l'intensité du choc demeurent très incertaines vu que pour le moment il n'y a pas de vaccin, Troisièmement, dans ces circonstances, la politique économique joue un rôle très différent. Lors de crises ordinaires, les dirigeants essaient d'encourager l'activité économique en stimulant la demande globale le plus rapidement possible. Cette fois, la crise est dans une large mesure la conséquence des mesures préventives qu'il a fallu prendre. Stimuler l'activité devient donc plus difficile et, du moins pour les secteurs les plus touchés.

Les dirigeants devront donc prendre des mesures d'envergure et ciblées sur les plans budgétaire, monétaire et financier pour aider les ménages et les entreprises touchés. Ces mesures contribueront à maintenir les relations économiques pendant toute la période de paralysie et sont indispensables à une normalisation progressive de l'activité une fois que la pandémie se sera atténuée.

Comme le reste du monde, le Maroc n'a pas pu s'échapper du Coronavirus, Mais, grâce à la réactivité des autorités publiques, l'épidémie reste pour le moment maîtrisée et le nombre de victimes contenu. En imposant très tôt des mesures radicales telles que la fermeture des frontières et le confinement de la population, le Royaume a su anticiper l'impact sanitaire de cette maladie contagieuse. Des efforts remarquables ont été déployés pour minimiser et bien maîtriser la propagation du virus telles que l'augmentation la capacité d'accueil hospitalière ou encore sécuriser l'approvisionnement en médicaments et en matériel médical de première

---

<sup>2</sup> L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) son rôle est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde.

nécessité. Cette mobilisation exceptionnelle du pays marocain lui a même valu d'être cité en exemple à l'étranger.

Sur le plan économique, le Maroc n'a pas connu une situation similaire depuis plus de 20 ans, voire 25 ans, durant la grande sécheresse en 1995. A cette époque, des stratégies d'urgence et un grand stimulus, porté par les facilités du gouvernement pour lancer les grands chantiers de construction, ont permis, non seulement d'augmenter l'attractivité du Maroc aux investisseurs étrangers mais, également, la création d'emplois à travers différents secteurs porteurs de l'économie. En effet, la société s'est développée, le Maroc s'est transformé en devenant une place très attractive pour les grands investisseurs. Mais, entre-temps, les fondamentaux ont été négligés et la crise a rattrapé le pays.

Afin de préserver l'économie et soutenir les populations les plus fragiles en cette crise épidémique, l'Etat marocain a adopté des mesures fortes afin de préserver l'économie. Un dispositif exceptionnel a été créé à l'initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI : le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus Covid-19. Il a permis de collecter les dons de nombreuses entreprises, institutions et particuliers. Cet incroyable élan de solidarité a rendu possible la distribution d'aides concrètes aux salariés en arrêt temporaire de travail et aux personnes opérant dans le secteur informel.

Pour les entreprises marocaines demeurent inquiètes car la majorité ont cessé temporairement ou définitivement leurs activités. Des milliers d'emplois ont été perdus. Dans ce contexte incertain, certains secteurs-clés comme le tourisme ou l'industrie sont le plus sévèrement touchés, le processus actuel de production fait face à de multiples défis. Le premier et le plus urgent est de s'adapter aux nouvelles conditions qu'impose cette crise, d'abord sanitaire puis économique, qui prend de plus en plus d'ampleur.

Dans ce sens une première mesure était faite, la création du Comité de Veille Économique en collaboration avec le Ministère de l'Economie et de la Réforme de l'Administration pour venir en aide à ces entreprises en adoptant plusieurs mesures pour les accompagner dans ces moments difficiles.

Dans cette perspective, l'objectif de ce papier est de répondre à la question de recherche suivante : **« Est-ce que ces mesures sont-elles suffisantes pour dépasser la crise et relancer l'activité économique ? »**.

Pour ce faire nous allons aborder dans un premier temps l'ensemble de mesures d'accompagnement émises par l'Etat Maroc (1) en vue de faire face à la pandémie sur le plan social et économique ; pour finir avec une analyse des résultats de l'études quantitative effectuée en ligne auprès des entreprises de la ville de Khouribga issue de la région Béni Mellal-Khénifra (2)

### **1. Mesures d'accompagnement économiques émises par l'Etat marocain**

Pour faire face aux répercussions de la pandémie Covid-19, Le Maroc a dû prendre une série de mesures urgentes et proactives, pour contenir la propagation du virus. Le Royaume du Maroc a ainsi été parmi les premiers pays à prendre des mesures préventives et à imposer l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national. Ce faisant, et conformément aux Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI.

Afin de limiter l'impact négatif de la crise sanitaire du coronavirus sur la situation économique du pays, Le gouvernement marocain a pris un ensemble de mesures économiques pour soutenir les secteurs d'activités, les entreprises et les employés les plus touchés par la pandémie COVID-19.

#### **1.1.Création du Comité de Veille Economique**

Dès l'annonce de l'état d'urgence dans le pays, Le Comité de Veille économique a été créé au niveau du ministère de l'Economie et des Finances et qui comprend plusieurs départements ministériels, au côté des représentants du secteur bancaire et financier, et des opérateurs économiques, Ce Comité a été conçu pour identifier les mesures nécessaires au maintien de la stabilité économique et, surtout, de permettre aux entreprises de passer la crise en évitant la faillite. Le Comité se charge également de la mise en œuvre et du suivi des réformes et d'étudier les répercussions de la pandémie sur les plans économique et social pour proposer des solutions à cet effet.

#### **1.2.Création du Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus**

Conformément aux Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI, un Fonds spécial a été créé pour la gestion de la crise et qui a pu lever un montant très important grâce à l'implication de toutes les institutions publiques et privées et les dons de personnes morales et physiques. L'objectif du Fonds est principalement de financer les équipements hospitaliers et

médicaux nécessaires pour les personnes atteintes du virus, ainsi que le déploiement des mesures financières pour les populations fragilisées. Le Fonds spécial joue un rôle central dans le maintien de la stabilité économique et sociale du pays.

### **1.3.Participation de la Bank Al-Maghrib à la gestion de la crise**

La BAM a baissé son taux directeur à 2% et a mis en place plusieurs mesures monétaires et prudentielles pour faciliter l'accès au crédit, à la fois pour les entreprises et pour les ménages. Ce système va permettre de tripler la capacité de financement des Banques, de renforcer l'offre de refinancement, d'étendre les durées de refinancement et de proposer de nouvelles offres pour financer les petites et moyennes entreprises. Bank Al-Maghrib a également pris des mesures prudentielles plus adaptées pour soutenir les institutions de crédit dans la couverture des liquidités et des provisions, afin de renforcer leur capacité à soutenir les ménages durant la période de crise.

### **1.4.Mesures en faveur des entreprises**

Sur la base des propositions du comité de veille économique, le gouvernement a pris une série de mesures au profit des salariés et des entreprises, notamment les PME et les TPME, ainsi que les professions libérales qui sont confrontées à des difficultés du fait de cette crise. Le gouvernement a également pris une série de décisions visant à soutenir les familles œuvrant dans le secteur informel et affectées par cette situation.

Au-delà de la suspension du paiement des charges sociales jusqu'à la fin du mois de juin 2020, ainsi que le report des échéances des prêts bancaires et leasing pour la même date sans pénalités de retard, d'autres mesures ont été mises en place à savoir :

#### **1.4.1. Indemnité forfaitaire au profit des entreprises en arrêt total ou partiel de travail causé par la Pandémie du COVID 19.**

Indemnité forfaitaire de 1.000 Dhs pour le mois de mars et 2.000 Dhs pour les mois d'avril, mai et juin 2020 financée par le fond spécial de gestion de la pandémie COVID 19 suite à la déclaration par l'employeur de l'arrêt temporaire de l'activité des salariés de l'entreprise.

Pour les entreprises :

Le Conseil du Gouvernement a adopté, le 24/04/2020, le décret n° 2.20.331 qui définit les critères d'éligibilité des entreprises pour le bénéfice des mesures d'accompagnement de la CNSS qui stipule les conditions suivantes :

- Être en arrêt total d'activité suite à une décision administrative prise à cause de la pandémie COVID-19.
- Avoir subi une baisse nette du chiffre d'affaires (CA) d'au moins de 50% au titre des mois d'avril, mai et juin 2020 par rapport aux mois correspondant de l'exercice 2019, à condition que le nombre d'employés en arrêt provisoire de travail ne dépasse pas 500 personnes.
- Lorsque le nombre d'employés, en arrêt provisoire de travail, dépasse 500 personnes et/ou le chiffre d'affaire, cité au paragraphe précédent, enregistre une baisse comprise entre 25% et moins de 50%, les demandes des employeurs concernés sont soumises à la commission instituée à cet effet par le décret susmentionné.

#### **1.4.2. DAMANE OXYGENE**

Un nouveau produit de garantie appelé « DAMANE OXYGENE » Caisse Centrale de Garantie (CCG), destiné principalement aux entreprises dont la trésorerie s'est dégradée à cause de la baisse de leur activité à savoir les TPME impactées par la crise (chiffre d'affaires ne dépassant pas 200 Millions DH). Ainsi pour les entreprises de taille intermédiaire réalisant un chiffre d'affaires entre 200 et 500 millions de Dirhams et dont l'activité a été impactée également par la crise, peuvent également bénéficier de ce produit de garantie. Ce nouveau produit couvre 95% du montant du crédit et permet ainsi aux banques de mettre en place rapidement des découverts exceptionnels pour financer le besoin en fonds de roulement des entreprises cibles.

- Le montant du découvert représente 20% maximum des lignes de fonctionnement existantes ou à mettre en place et ce, dans la limite de 20 Millions DH
- Au cas où le niveau de 20% des lignes de fonctionnement ne couvre pas 3 mois de charges courantes, le plafond retenu sera alors fixé à 3 mois desdites charges.
- Pour les entreprises ne disposant pas de lignes de fonctionnement, possibilité pour la banque d'accorder un découvert exceptionnel dans la limite de 5 MDH et à 3 mois des charges courantes.

### **1.4.3. Garantie auto-entrepreneurs covid-19**

Il s'agit d'un nouveau mécanisme mis en place par la Caisse Centrale de Garantie pour accorder aux auto-entrepreneurs impactés par la crise sanitaire du Covid-19, un crédit bancaire avec un taux d'intérêt 0%, le montant peut atteindre les 15000 dhs, remboursable sur une période pouvant aller à 3 ans avec un délai de grâce d'un an. Les intérêts y afférents seront totalement pris en charge par le secteur des assurances. Ce dernier contribuera, en outre, pour un montant de 100 millions de dirhams au mécanisme de garantie mis en place par l'État, à travers la Caisse Centrale de Garantie.

Auto-entrepreneurs éligibles n'ayant pas bénéficié de la garantie Damane Oxygène et remplissant les conditions suivantes :

- Être inscrit dans le registre des auto-entrepreneurs ;
- Ne pas être en situation de cessation de paiement (en référence au livre V du Code de commerce) ;
- Avoir fait une déclaration fiscale datant de moins d'un an et au plus tard au 30 avril 2020.

### **1.4.4. Accélération des paiements au profit des entreprises, en particulier les PME et les TPE.**

Le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration a signé le 26 mars 2020 une circulaire incitant les départements ministériels, les établissements et les entreprises publics à prendre les dispositions nécessaires pour accélérer les paiements au profit des entreprises, en particulier les PME et les TPE, et ce pour réduire la pression sur leur trésorerie et leur permettre de remplir leurs obligations financières.

### **1.4.5. Relance TPE**

Lancé le 14 juin 2020 par la CCG, Le produit « Relance TPE » est conçu en faveur des très petites entreprises (TPE), y compris les commerçants, artisans, coopératives et professions libérales. Il s'agit d'une garantie de crédit à moyen/long terme destiné au financement du besoin en fonds de roulement des entreprises de petite taille impactées négativement par la crise du COVID-19 pour financer la relance de leur activité. Ce nouveau produit couvre 95%, les prêts des entreprises réalisant un chiffre d'affaires ne dépassant pas 10 millions de DH.



Sans sûretés exigées, cette ligne de financement est plafonnée à 10% du chiffre d'affaires avec un minimum de 10.000 DH.

#### **1.4.6. Damane Relance**

Lancé également le 14 juin 2020 par la CCG, le produit Damane relance vise les petites, moyennes et grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de DH contrairement au produit relance TPE, Il s'agit d'une garantie de l'Etat qui varie entre 80% et 90% en fonction de la taille de l'entreprise. Ces crédits peuvent atteindre un mois et demi de CA pour les entreprises industrielles et un mois pour les entreprises relevant des autres secteurs d'activité, Ce nouveau dispositif va contribuer à réduire les délais de paiement, 50% du crédit doit servir au règlement des fournisseurs. Ce produit couvre également les grandes entreprises dont le CA est supérieur à 500 millions de Dhs.

#### **1.4.7. Paiement des dettes des entreprises auprès de certains établissements et entreprises publics impactés par COVID 19 :**

Cette mesure concerne les TPME

- L'établissement public ou l'entreprise publique arrête la liste des entreprises créancières devant être payées,
- L'Etat accorde sa garantie pour l'emprunt par l'entité publique d'un crédit dédié exclusivement au paiement des dettes envers ces entreprises,
- Les banques accordent le crédit et prennent en charge directement le paiement des entreprises concernées sur la base des informations communiquées par l'entité publique concernée.

#### **1.4.8. Une offre de conseil et expertise technique pour accompagner le déploiement des plans de relance des TPME industrielles.**

Le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique ont mise en place une offre est destinée particulièrement aux TPME industrielles. L'offre d'accompagnement permettra aux TPME de faire face à l'impact de la crise COVID 19, tant au niveau de la continuité des activités que de la préservation de la sécurité et de la santé des ressources humaines. Elle permet aux TPME bénéficiaires d'envisager les meilleurs choix de repositionnement stratégique et de relance d'activité.

Une offre de conseil et d'expertise technique au profit des TPME industrielles pour les accompagner dans la gestion des difficultés induites par la pandémie du Covid-19 et la préparation des plans de relance de leurs activités. Le scope de cette offre porte sur six axes : Les personnes physiques ou morales et les opérateurs économiques assujettis à la réglementation des changes la date limite de dépôt des déclarations annuelles des opérations de change est reportée au 30 Juin 2020.

- La préparation des plans de gestion de la crise et de relance,
- La gestion des liquidités et du financement,
- L'accompagnement du dirigeant et des Ressources Humaines,
- La sécurisation et le développement des ventes,
- L'optimisation de la production et de la supply chain,
- La transformation numérique de l'entreprise.

❖ Report des déclarations fiscales et du paiement de l'impôt, du 31 mars jusqu'à fin juin.

Les sociétés concernées, bénéficient d'office de ce report sans formalité. Le chiffre d'affaires déclaré au titre de l'exercice 2018 fait foi.

S'agissant des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 20 millions de dirhams, qui subissent d'énormes préjudices économiques en raison de la baisse drastique de l'activité et se trouvent confrontées à des difficultés financières, peuvent solliciter du ministre chargé des finances ou de la personne déléguée par lui à cet effet, une mesure de bienveillance leur permettant de bénéficier d'un étalement ou d'un report du paiement de l'impôt.

#### **1.4.9. Report de l'échéance de la déclaration annuelle du revenu global et du paiement des droits y afférents**

Il s'agit de reporter les délais des déclarations de revenus pour les personnes physiques permettant, à titre dérogatoire, de bénéficier d'un report de l'échéance de la déclaration annuelle du revenu global visée à l'article 82 du code général des impôts ainsi que du paiement des droits dus y afférents, du 30 avril au 30 juin 2020.

Ce report concerne les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu au titre de leur revenu professionnel, déterminé selon le régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, et/ou au titre de leur revenu agricole.

#### **1.4.10. Report de la date de dépôt des déclarations annuelles des opérations de change.**

Les personnes physiques ou morales et les opérateurs économiques assujettis à la réglementation des changes la date limite de dépôt des déclarations annuelles des opérations de change est reportée au 30 Juin 2020. Conformément aux dispositions de la réglementation des changes en vigueur, les opérateurs économiques, personnes physiques ou morales, sont tenus de déclarer à l'Office des Changes leurs transactions commerciales et financières réalisées avec l'étranger et ce, dans un délai de quatre mois après la fin de l'année considérée. Dans le contexte actuel et vu l'état d'urgence sanitaire décrété par le Royaume suite à la propagation du virus Covid 19, l'Office des Changes informe les personnes assujettis à la réglementation des changes qu'à titre exceptionnel, la date limite de dépôt des déclarations annuelles des opérations de change est reportée au 30 Juin 2020.

#### **1.5. Mesures relatives à la bonne gestion des relations dans le milieu de travail**

Pour les employés qui sont déclarés à la Caisse nationale de Sécurité sociale (CNSS) et qui ont perdu leur travail à cause de la crise, peuvent bénéficier d'une allocation mensuelle de 2000Dhs et un report du paiement de leurs prêts bancaires jusqu'à la fin du mois de juin 2020. Cette mesure bénéficie du soutien du Fonds spécial Covid-19.

Le Ministère du Travail et de L'insertion Professionnelle et le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie Verte et Numérique ont publié un guide explicatif portant réponses aux questions éventuelles induites par le risque de l'épidémie du coronavirus dans le contexte du travail, ce dernier exige un certain nombre d'obligations réciproques entre les deux parties (les employés et les employeurs) , qui se trouvent aujourd'hui impactées par la pandémie et l'annonce de l'état d'urgence, cette relation devient déséquilibrée dans un point de vue juridique, ce qui nécessite un traitement de chaque cas selon la situation dans laquelle l'entreprise se trouve face du fait de ces circonstances imprévues par l'arrêt ou la baisse de l'activité et des heures de travail.

Afin de résoudre ces problématiques juridiques posées par la crise pandémique dans le cadre des relations de travail, il faut se référer au code de travail marocain et aux textes réglementaires.

Dans ce sens, le guide explicatif a été établie pour faciliter l'accès à l'information et gérer cette situation de crise à laquelle est confronté une majorité d'employeurs, en vue d'assurer la pérennité de l'activité économique et de la sauvegarde des emplois lorsque cela est possible.

Il s'agit d'un certain nombre de mesures qui peuvent être mises en place par les employeurs en faveur des employés

#### **1.5.1. Le recours au télétravail**

Le recours au télétravail pourrait être une mesure que l'employeur pourrait adopter afin de préserver la sécurité et la santé de ses employés, il n'y a pas de dispositions spécifiques qui régit le télétravail, Cette notion n'est pas proprement définie par le Code du travail, c'est la raison pour laquelle le Guide Explicatif évoque plutôt la notion de « travail des salariés depuis leur domicile » et ce, en application des dispositions des articles 2, 8, 264 et 295 du code du travail.

Le Ministère du Travail a ainsi précisé dans le Guide Explicatif que les Employeurs sont autorisés à « faire travailler « les salariés depuis leurs domiciles », à condition de respecter les mesures d'hygiène et de sécurité prévues par le décret n ° 262.12.2 du 10 juillet 2012 et de disposer d'une assurance contre les accidents de travail qui couvre le salarié, conformément aux dispositions de la loi n ° 12.18. Cet accord ainsi conclu entre les deux parties, ne peut en aucun cas, affecter les avantages acquis précédemment avant le recours à ce mode de travail.

Le Guide du Ministère de Travail recommande à cet égard, aux employeurs, de favoriser le télétravail, lorsque cela est possible et à condition de respecter les mesures précitées afin de leur éviter un déplacement physique sur le lieu de travail.

#### **1.5.2. La suspension du contrat de travail**

La suspension du contrat du travail peut avoir lieu à cause de deux raisons soit suite à une fermeture temporaire de l'entreprise soit en raison d'une maladie du salarié

Pour le premier cas, le Guide Explicatif ne fait pas spécifiquement référence à ce point mais il semble utile de le soulever.

En effet, l'article 54 du Code du Travail évoque l'hypothèse de la suspension du contrat de travail « en cas de de fermeture temporaire de l'entreprise par décision administrative ou pour cas de force majeure », C'est le cas par exemple des restaurants, cafés, Hammam ...

Pour les entreprises qui ont fait l'objet d'une décision administrative de fermeture temporaire (tels que les restaurants, cafés ...) se trouve en situation de suspension des contrats de travail avec ses salariés, de même en ce qui concerne « la fermeture temporaire de l'entreprise pour cas de force majeure ».

L'article 54 du code du travail prévoit la fermeture temporaire de l'entreprise par décision administrative ou pour cas de force majeure, comme période où l'exécution du contrat de travail est suspendue, c'est ce qui est également repris par l'article 352 du code du travail, ces périodes sont considérées comme des périodes de travail effectif et ne peuvent être déduites de la durée des services.

Peuvent ainsi bénéficier de cette disposition les employeurs se trouvant en arrêt de leur activité suite à la décision administrative, le code de travail ne traite pas de la fermeture suite à une décision administrative comme un cas force majeure<sup>3</sup>, mais plutôt comme étant un cas de suspension du contrat de travail, qui devra reprendre une fois la durée de la fermeture terminée.

La force majeure est considérée comme étant une cause de suspension du contrat de travail et non pas comme une cause pouvant justifier la cessation du contrat de travail et le licenciement des salariés, comme cela a été soulevé par un ensemble d'employeurs.

Dans le contexte actuel, la question qui se pose dans l'absence d'une décision administrative de fermeture, les employeurs peuvent-ils se prévaloir de la Pandémie et de l'état d'urgence annoncée pour se prévaloir de la force majeure et recourir à la suspension du contrat de travail, c'est pour cette raison la fermeture temporaire de la société « pour cas de force majeure » devra être justifiée, l'employeur devra prouver que la fermeture de l'entreprise pour force majeure répond bien aux dispositions prévues par les dispositions de l'article 269 du dahir des Obligations et des Contrats qui stipulent que « la force majeure est tout fait que l'homme ne peut prévenir, tel que les phénomènes naturels (inondations, sécheresses, orages, incendies, sauterelles), l'invasion ennemie, le fait du prince, et qui rend impossible l'exécution de l'obligation. N'est point considérée comme force majeure la cause qu'il était possible d'éviter, si le débiteur ne justifie qu'il a déployé toute diligence pour s'en prémunir. N'est pas

---

<sup>3</sup> La force majeure est tout fait que l'homme ne peut prévenir, tel que les phénomènes naturels (inondations, sécheresses, orages, incendies, sauterelles), l'invasion ennemie, le fait du prince, et qui rend impossible l'exécution de l'obligation.

également considérée comme force majeure la cause qui a été occasionnée par une faute précédente du débiteur ».

En l'état actuel des choses et compte tenu des mesures qui ont été prises par le Comité de Veille Economique , en faveur du personnel des entreprises en difficulté, à cause de la pandémie Covid-19, et de la Caisse National de la Sécurité Sociale (« CNSS »), pour faire bénéficier les salariés en arrêt temporaire de travail et relevant des entreprises en difficultés, d'une indemnité forfaitaire selon les conditions fixées, la suspension du contrat de travail pour cause de la Pandémie serait admise pour les entreprises en difficulté.

Pour le deuxième cas qui traite la suspension du contrat de travail en raison d'une maladie Le Guide Explicatif rappelle que le Contrat de Travail pourrait être suspendu provisoirement en cas de maladie du salarié notamment si l'un des salariés aurait contracté la maladie du Covid 19 et ce, en application des dispositions de l'article Article 32 du code du travail qui dispose que « Le contrat est provisoirement suspendu : (...) ; 2° pendant l'absence du salarié pour maladie ou accident dûment constaté par un médecin (....) »

### **1.5.3. La mise en congé**

Certaines entreprises peuvent opter pour la mise en congé payé pour minimiser les conséquences financières de cette crise, dans ce cas , cette solution devient envisageable , elle permet d'obliger tout ou partie des salariés à prendre leur congé annuel payé sous réserve d'avoir consulter préalablement les délégués des salariés et ce, conformément aux dispositions de l'article 245 du code du travail qui énonce que : « Les dates du congé annuel sont fixées par l'employeur après consultation des délégués des salariés et, le cas échéant, des représentants des syndicats dans l'entreprise(...) »

Le Guide Explicatif rappelle en outre que « dans le cadre de la mobilisation et de la sensibilisation aux mesures devant assurer le fonctionnement normal de l'entreprise, l'employeur peut tenir des réunions avec les représentants des salariés si nécessaires, tout en observant les mesures préventives décrétés par les autorités gouvernementales pour lutter contre ce virus ».

L'employeur et le salarié peuvent également s'arranger pour faire bénéficier les salariés d'un congé additionnel sans solde ou avec une prise en charge partielle, cette mesure ne peut être imposer aux salariés et requiert leur consentement qui doit être établi par écrit.

Le Guide Explicatif prévoit que « l'employeur et le salarié peuvent également s'arranger pour faire bénéficier les salariés

- D'un congé payé additionnel.
- D'un congé additionnel avec une prise en charge partielle.
- D'un congé additionnel sans solde »

Ces mesures ne peuvent pas être imposées aux salariés et requièrent leur consentement qui doit être établi par écrit.

#### **1.5.4. La réduction et augmentation du temps de travail pour faire face à la crise sanitaire :**

Le Guide Explicatif précise davantage la possibilité de prévoir une réduction du temps de travail « pour faire face à la crise du Corona Virus » en conformité avec les dispositions de l'article 185 du Code du travail qui disposent que

« L'employeur peut réduire la durée normale du travail pour une période continue ou interrompue ne dépassant pas soixante jours par an, après consultation des délégués des salariés et, le cas échéant, des représentants des syndicats au sein de l'entreprise en cas de crise économique passagère ayant affecté l'entreprise ou de circonstances exceptionnelles involontaires. Le salaire est payé pour la durée effective de travail et ne peut, en aucun cas, être inférieur à 50% du salaire normal, sauf dispositions plus favorables pour les salariés. Si la réduction de la durée normale de travail est supérieure à celle prévue au premier alinéa ci-dessus, la période de cette réduction doit être fixée par accord entre l'employeur, les délégués des salariés et, le cas échéant, les représentants des syndicats dans l'entreprise. A défaut d'accord, la réduction de la durée normale de travail ne peut être opérée que sur autorisation du gouverneur de la préfecture ou de la province conformément à la procédure fixée à l'article 67 ci-dessus ».

L'employeur doit les informer de toutes les informations sur les mesures qu'il entend prendre et des effets qui peuvent en résulter et les consulter sur toute mesure visant à empêcher cette réduction ou au moins à en réduire les effets négatifs.

Pour l'augmentation du temps de travail pour faire face à l'accroissement de l'activité de l'entreprise :



Le Guide Explicatif rappelle les dispositions de l'article 196 du Code du travail qui prévoient que « Lorsque les entreprises doivent faire face à des travaux d'intérêt national ou à des surcroûts exceptionnels de travail, les salariés desdites entreprises peuvent être employés au-delà de la durée normale de travail dans les conditions fixées par voie réglementaire, à condition qu'ils perçoivent, en sus de leurs salaires, des indemnisations pour les heures supplémentaires »

Les conditions sont fixées par le décret 2.04.570 « relatif aux conditions d'emploi des salariés au-delà de la durée normale de travail » qui précise que

- La durée journalière de travail ne peut dépasser dix heures ;
- La non-suspension du repos hebdomadaire des salariés concernés ;
- La non-application des dispositions du présent article aux salariés âgés de moins de 18 ans et aux salariés handicapés ;
- La notification, par écrit, à l'agent chargé de l'inspection du travail du motif justifiant l'application du présent article, selon chaque cas.

#### **1.5.5. Licenciement des salariés**

Tenant compte du contexte de la crise sanitaire du coronavirus, L'entreprise se trouve face à une situation financière difficile que l'employeur pourrait envisager de licencier ses salariés.

Selon l'article 66 du code du travail, les entreprises ayant dix salariés ou plus peuvent recourir au licenciement de tout ou partie de ses salariés, pour motifs technologiques, structurels ou pour motifs similaires ou économiques, en se conformant aux formalités de consultations et négociation avec les délégués des salariés ou les représentants syndicaux de l'entreprise le cas échéant. L'employeur devra adresser une copie du procès-verbal constatant les résultats des concertations et négociations au délégué provincial chargé du travail. Ce dernier dispose d'un mois pour la présenter au gouverneur, qui dispose d'un mois pour donner son autorisation mais la procédure applicable à ce type de licenciement se caractérise par sa complexité. En effet, du fait de la gravité des conséquences économiques escomptées et afin de garantir les droits des salariés licenciés massivement ou individuellement, le code du travail prévoit une série de démarches administratives externes et certaines mesures internes, et vu les répercussions économiques engendrées par cette crise sanitaire, la mise en œuvre de ce genre de procédure paraît difficile.



Toutefois, L'employeur peut envisager une rupture amiable du contrat de travail par conciliation devant l'inspecteur du travail en proposant une indemnité au salarié compensatrice sur la base des indemnités prévues par le code du travail en cas de licenciement.

#### **1.5.6. Mesures de soutien aux salariés affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale**

Suite à l'annonce de l'État d'urgence dans le pays , Plusieurs entreprises demeurent dans une situation délicate , c'est pour cette raison que le CVE et la CNSS ont mis en place deux nouvelles mesures pour accompagner "les secteurs vulnérables aux chocs induits par la crise du coronavirus", afin de préserver les emplois et atténuer les répercussions sociales de cette crise, par la signature le 16 Mars 2020 entre le Ministre des finances, le Ministre de l'intérieur, la CNSS et la CGEM (la « Convention »), qui couvre la période allant du 15 mars au 30 juin 2020 pouvant être renouvelées en fonction de la situation épidémiologique du pays.

L'indemnité sera versée par l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'administration à partir des disponibilités du fonds spécial pour la gestion de la pandémie du coronavirus, et annule et remplace l'indemnité de perte d'emploi prévue par le régime de sécurité sociales gérée par la CNSS durant toute la période de crise.

#### **1.6. Mesures de soutien au secteur de l'informel**

Le secteur de l'informel a été impacté directement, vu l'arrêt brutal de ses activités qui a engendré une rupture des entrées financières des familles qui en dépendaient. C'est pourquoi, le fonds a permis d'apporter une aide pécuniaire suivant le nombre de personnes par ménage : 800Dhs par famille de deux personnes, 1000Dhs par famille de trois personnes, et 1200dhs par famille de plus de quatre personnes. Cette indemnité est octroyée pour les titulaires de la carte du Régime d'assistance médicale (RAMED<sup>4</sup>) et ainsi pour les non -ramedistes qui ont commencé à percevoir ces aides financières attribuées par le Fonds spécial de gestion de la pandémie du Coronavirus.

---

<sup>4</sup> Le Régime d'Assistance Médical est instauré dans le cadre de la Loi 65-00 sur la Couverture médicale de Base. Son but est de garantir le droit aux soins de santé aux personnes économiquement défavorisées qui ne bénéficient pas de l'Assurance Maladie Obligatoire.

## **2. Problématique méthodologie de recherche :**

### **2.1..Problématique :**

Vu les mesures prises par le gouvernement marocain afin d'atténuer les risques négatifs engendrés par la crise de Covid-19, ces derniers nous pousse à poser la question suivante :

**« Est-ce que ces mesures sont-elles suffisantes pour dépasser la crise et relancer l'activité économique ? »**

Pour répondre à notre question de recherche, nous avons opté pour une approche quantitative qui s'avère la plus adéquate via l'administration d'un questionnaire par voie internet afin de mieux concrétiser notre recherche.

L'objectif principal de cette étude est d'évaluer les mesures économiques prises par le gouvernement en faveur des entreprises et employés pour atténuer les répercussions négatives de la crise sanitaire de coronavirus que ces entreprises ont rencontré pendant cette période.

Elle couvre la région de Beni Mellal -Khénifra plus précisément la ville de Khouribga et cible toutes les entreprises opérant dans le secteur des services à savoir les cafés, restaurants, bureau d'études... et tous autres entreprises prestataires de services, cette enquête concerne également le secteur d'informel dans lesquelles certaines entreprises prestataires de services opèrent.

### **2.2.Choix de l'étude**

Puisque notre étude vise à évaluer les mesures prises par le gouvernement dans le contexte de la crise de coronavirus, l'étude quantitative va nous permettre de mieux décrire les résultats escomptés à l'aides des graphiques et logiciel SPSS afin d'avoir une meilleure évaluation de ces mesures.

### **2.3.Méthode d'échantillonnage**

L'échantillon est tiré à partir de l'annuaire de la page jaune dédié aux entreprises de la ville de Khouribga.

Les entreprises enquêtées sont classifiées sur la base de l'effectif :

- Inférieur 10 salariés
- Entre 10 et 50 salariés

- Entre 51 à 100 salariés
- Supérieur 100 salariés

### 3. Résultats

Les résultats de l'étude se divisent aux points suivants :

- 1- Présentation des répondants (Statut et effectif)
- 2- Analyse de l'impact de la crise actuelle de coronavirus sur les entreprises
- 3- Evaluer les mesures prises par l'Etat marocain pour aider les entreprises et les employés en situation difficile.

#### 3.1. Présentation des répondants :

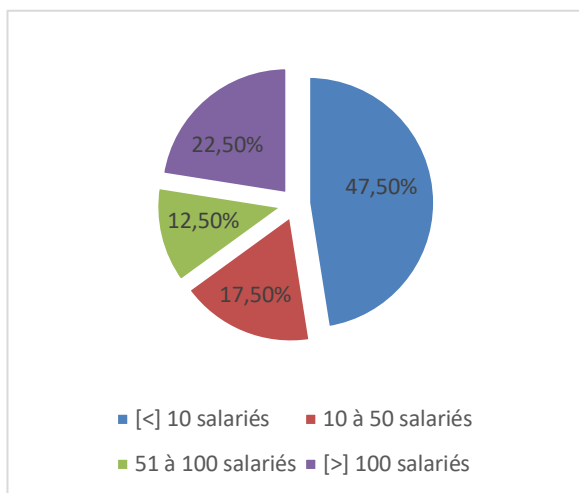


Figure 1 : Taille des entreprises

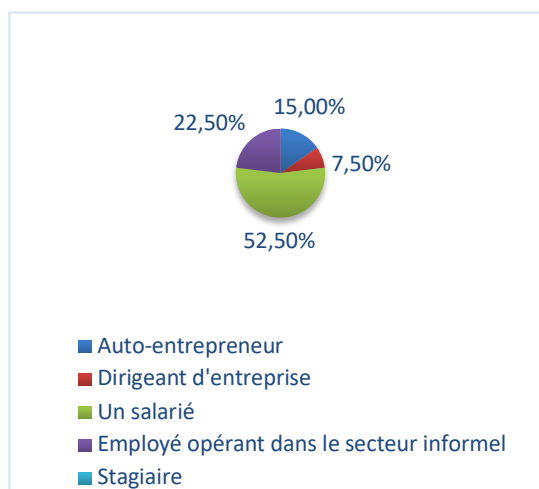


Figure 2 : Tailles des répondants

Le premier graphe ci-dessus montre que plus de la moitié des personnes enquêtées sont des salariés avec un pourcentage de 56,8%, les employés opérant dans le secteur informel présente 18,9% alors que les auto-entrepreneurs présentent 13,5% avec une faible participation des dirigeants d'entreprise (7,5%), le deuxième graphe démontre que 47,50% des employés opèrent dans des très petites entreprises (TPE) qui sont définies comme étant les unités ayant un CA de moins de 3MDH et un effectif inférieur à 10 employés.

### 3.2. Analyse de l'impact de la crise actuelle de covid -19 sur l'activité de l'entreprise

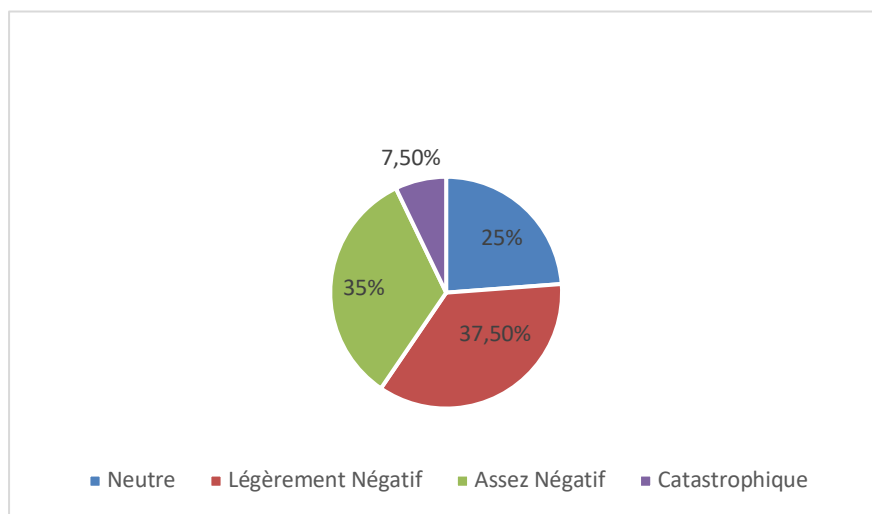


Figure 3 : Dégré d'impact de la crise de Covid-19 sur l'activité des entreprises

A travers ce graphe on voit que 37,5% des répondants jugent que l'activité de leurs entreprises est légèrement impactée négativement contre 35% qui jugent que l'impact est assez négatif, tandis que 25% estiment que l'impact est neutre.

Ceci peut être expliqué tout d'abord par la nature de l'activité de l'entreprise puisqu'il s'agit du secteur des services, l'impact peut être différé d'une activité à une autre, prenons l'exemple des services aux entreprises, ces derniers opèrent dans des activités diverses comme le conseil en management, la publicité, les bureaux d'études, la sécurité, le gardiennage... Ce genre d'activité peut être moins impacté que d'autres vu la taille de l'entreprise et la nature des activités qui nécessitera par conséquent une réduction ou un arrêt complet ce qui est explicité sur le graphique ci-dessous.

Alors que pour les entreprises qui travaillent dans l'événementiel ont subi un impact assez négatif vu les annulations des événements et à cause d'interdiction de regroupement même si avec l'allègement des mesures de confinements, ces activités demeurent impactées à long terme.

Pour les cafés et restaurants, ces derniers ont vu leurs activités arrêtées jusqu'à nouvel ordre au début du confinement mais après l'allègement des mesures, ces activités ont pu reprendre leurs travaux progressivement mais avec une réduction.

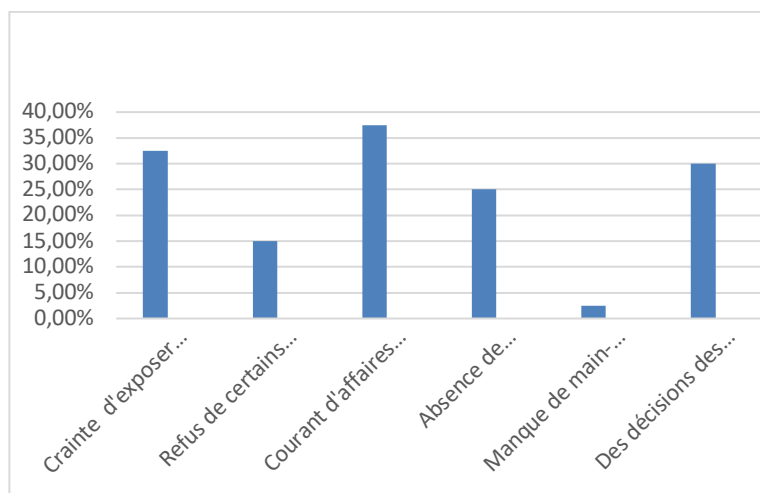


Figure 4 : Principales raisons derrières l'arrêt de l'activité des entreprises

La majorité des entreprises enquêtées pendant cette période de crise ont rencontré principalement des difficultés pour payer les salariés et des problèmes de trésorerie ce qui est démontré dans l'histogramme ci-dessous :

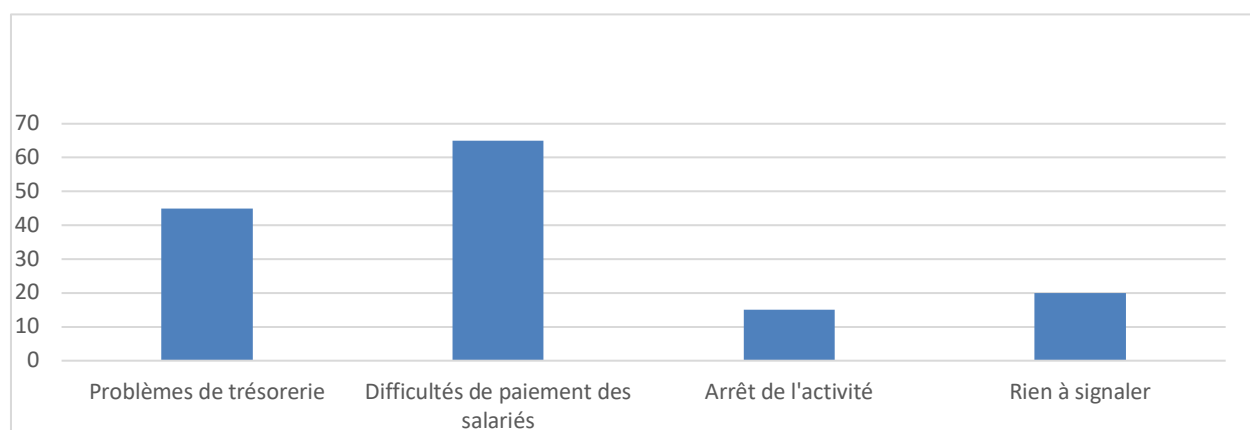


Figure 5 : Les répercussions engendrées par la crise sanitaire sur l'activité des entreprises

### 3.3.Évaluer les mesures prises par l'Etat marocain pour aider les entreprises et les employés en situation difficile.

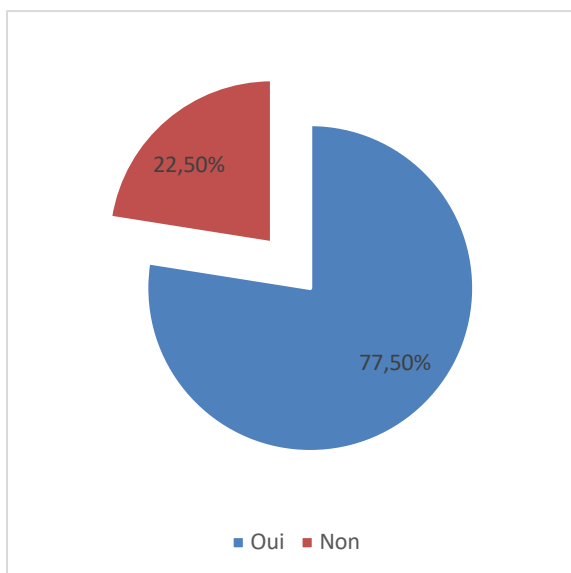


Figure 6 : Entreprises qui sont au courant des mesures

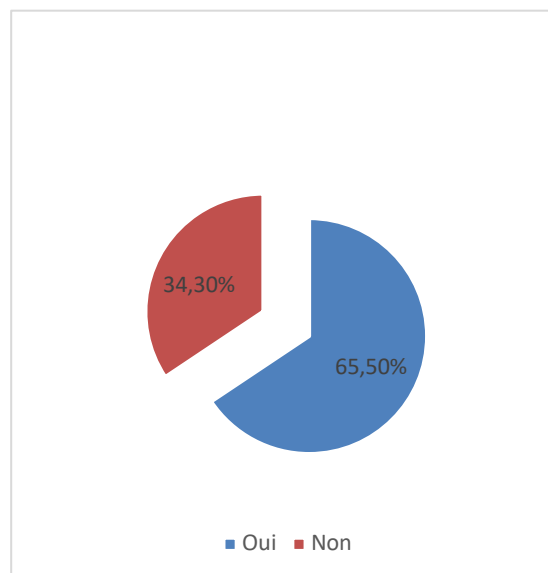


Figure 7 : entreprises ayant bénéficié des mesures

Concernant les mesures prises par l'Etat marocain, 77,5% des répondants sont courant et 65,50% de cette même population ont pu bénéficier de ces mesures contre 34,30% qui n'ont pas bénéficié. Alors que 22.5% des répondants ne sont pas au courant de ces mesures.

Les personnes qui n'ont pas pu bénéficier des mesures gouvernementales, sont les personnes qui n'ont pas eu un changement au niveau de leur activité, cette dernière demeure normale.

En outre et partant de nos résultats, Nous remarquons que les mesures les plus utilisées par les entreprises sont principalement la suspension de paiement des cotisations sociales CNSS.

Ensuite, le report des déclarations fiscales, puis le report de l'échéance de la déclaration annuelle du revenu global et du paiement des droits y afférents et enfin l'accélération des paiements au profit des entreprises.

Pour les autres mesures, un très peu d'entreprises ont eu recours car certaines mesures viennent de se lancer au moment de renseignement du questionnaire qui leur a été soumis, en effet Damane Relance et Relance TPE ont été mise en place par la Caisse Centrale de Garantie (CCG) le 30 juin 2020, et également en raison que le dispositif Damane Oxygene était insuffisant et plusieurs entreprises n'ont pas pu bénéficier de ce dispositif.

En ce qui concerne les mesures en faveur des employés, une grande partie ont pu bénéficier essentiellement des indemnités de la CNSS, l'AMO et les allocations familiales par la suite on trouve les indemnité RAMED et Sans-RAMED au profit des employés du secteur informel, il faut signaler que le secteur des services se caractérise par la précarité de l'emploi.

Pour le chômage technique ou partiel, un très peu d'entreprises enquêtées ont eu appel, elles optent davantage pour le télétravail afin d'assurer une meilleure continuité et organisation du travail.

Pour mieux analyser cette partie, on a eu recours au logiciel SPSS, puisque les variables introduites sont nominales, on a choisi d'élaborer le test de Khi-deux, il s'agit d'un test statistique qui permet d'étudier l'indépendance ou la dépendance entre deux variables nominales autrement dit il s'agit de savoir s'il existe une liaison ou une relation entre les variables étudiées.

🚩 La formulation des hypothèses :

- H0 : Il n'y a aucune relation entre l'amélioration de la situation de l'entreprises et le recours aux mesures gouvernementales.
- H1 : il y a une relation entre l'amélioration de la situation de l'entreprises et le recours aux mesures gouvernementales.

Tableau 1 : Récapitulatif du traitement des observations

	Observations					
	Valide		Manquante		Total	
	N	Pourcent	N	Pourcent	N	Pourcent
Bénéfice des mesures * l'amélioration de l'E-se	40	100,0%	0	,0%	40	100,0%

Tableau 2 : Tableau croisé bénéfice des mesures \* l'amélioration de l'E-se

		L'amélioration de l'E-se			Total
			Non	Oui	
Bénéfice des mesures	Effectif	5	0	0	5
	% compris dans bénéfice des mesures	100,0%	,0%	,0%	100,0%
	Non Effectif	12	0	0	12
	% compris dans bénéfice des mesures	100,0%	,0%	,0%	100,0%
	Oui Effectif	0	9	14	23
	% compris dans bénéfice des mesures	,0%	39,1%	60,9%	100,0%
Total	Effectif	17	9	14	40
	% compris dans bénéfice des mesures	42,5%	22,5%	35,0%	100,0%

Le tableau 2 ci-dessus montre que les entreprises qui n'ont pas pu bénéficier des mesures, trouvent aucune amélioration de leur situation au sein de l'entreprise du fait que leur niveau d'activité demeure normal tandis que 60,9% des entreprises bénéficiaires ont connu une amélioration contre 39,1% qui n'ont connu aucune amélioration.

Tableau 3 : Tests du Khi-deux

	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	40,000 <sup>a</sup>	4	,000
Rapport de vraisemblance	54,548	4	,000
Nombre d'observations valides	40		



Tableau 3 : Tests du Khi-deux

	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	40,000 <sup>a</sup>	4	,000
Rapport de vraisemblance	54,548	4	,000
Nombre d'observations valides	40		

a. 5 cellules (55,6%) ont un effectif théorique inférieur à 5.

L'effectif théorique minimum est de 1,13.

Ce troisième tableau nous informe qu'une p-value (0,000) < 0.05 donc l'hypothèse H0 est rejetée, on admet donc H1 : il existe une relation entre l'amélioration de la situation de l'entreprises et le recours aux mesures gouvernementales.

Cette amélioration est expliquée par l'accès facile aux mesures ainsi le traitement complet de 73,9% des demandes même si 42,1% leurs a pris un mois pour y bénéficier. Ce qui est démontré à travers les graphes ci-dessous :

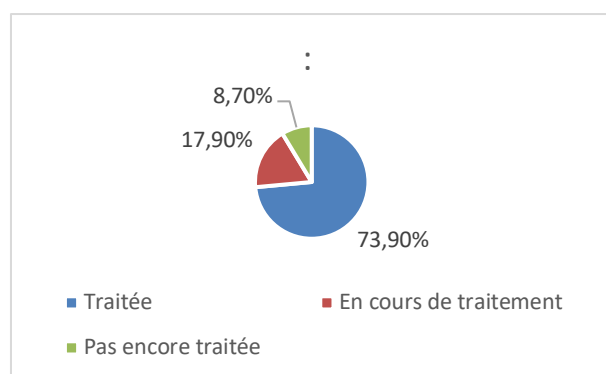


Figure 8 : Etat des demandes des entreprises

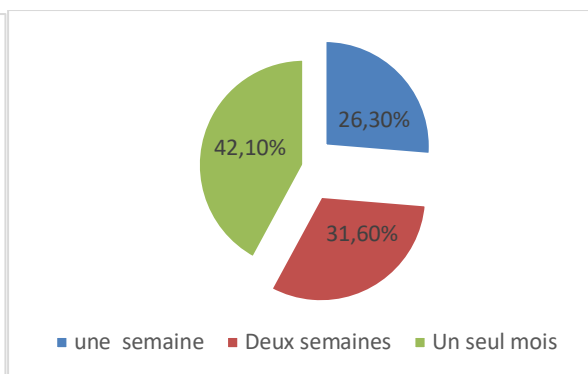


Figure 9 : la durée de traitement des demandes

#### **4. Discussion**

Notre analyse montre dans un premier temps que l'impact de la crise sanitaire sur les entreprises enquêtées dans le secteur des services, diffère selon la taille de l'entreprise et nature des activités, ce qui a poussé les entreprises à engager des mesures auprès des pouvoirs publics pour réduire cet impact, le recours à ces mesures a pu améliorer la situation d'un

certain nombre d'entreprises mais selon quelques répondants les mesures prises ne sont pas la seule raison, Grace à la maîtrise de la situation sanitaire du pays par rapport au reste du monde et également les mesures de déconfinement qui ont un peu soulager l'activité économique principalement dans le secteur des services mais beaucoup d'entreprises de service ont pu sauver leur activité même en période de confinement comme les restaurateurs, traiteurs, commerçants (habillement, bijoux...), distributeurs d'électroménager .. A travers la livraison à domicile.

Les problèmes de trésorerie sont les problèmes majeurs au sein des entreprises quelles que soit leurs tailles, pour faire face à des imprévus. Elles devraient songer à l'avenir pour optimiser leur trésorerie et minimiser d'éventuels impacts qui peuvent surgir à n'importe quel moment.

Si on compare ces mesures avec ce qu'on a traité au niveau de la revue de la littérature à propos des stratégies sectorielles, on remarque qu'il y a des points de ressemblance, même si les visions sont différentes mais l'objectif demeure le même est de relancer l'activité économique. Les deux perceptives manquent d'une vision globale autrement dit, il y a pas une cohérence entre les mesures ou les stratégies prises, il s'agit également d'un manque de gouvernance et la longueur des procédures.

D'un point de vue personnel, il faut mettre en place des programmes d'aide régionaux et proposer des subventions financières aux secteurs les plus impactés, sans oublier que l'économie marocaine est dépendante du marché extérieur plus précisément de l'Europe et vu que cette pandémie a touché le monde d'entier, le Maroc se trouve en double choc à cause d'une faible demande extérieure, c'est pour cette raison qu'il faut promouvoir la demande nationale (production/consommation produits locaux).

A travers le discours du trône que le Roi Mohammed VI a prononcé le jeudi 30 juillet 2020, d'autres mesures économiques vont prendre place dans le cadre de la relance économique à

savoir l'injection de 120 milliards de DH à l'économie. Ceci présente l'équivalent de 11% du PIB, ce taux inscrit le Maroc parmi les pays les plus audacieux en matière de politique de relance économique post-crise. Le Roi a également appelé à la généralisation de la couverture sociale porte essentiellement sur la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et des allocations familiales, cette mesure va permettre une meilleure structuration du secteur informel.

**Conclusion :**

Malgré les impacts négatifs que cette crise de coronavirus à engendrer sur les entreprises marocaines, il y en a encore beaucoup qui garde l'espoir et espère de s'en sortir mieux qu'avant, tout en se développant à travers l'innovation ou encore à l'aide de la digitalisation.

Même si le Maroc demeure pour le moment bien maîtriser la crise de Covid -19, mais ce dernier risque de prendre une grande ampleur si une deuxième vague apparue, Le Maroc ne peut pas supporter un autre choc vu la fragilité et l'indépendance de l'économie.

Un plan de relance est devenu une nécessité pour le moment afin de s'échapper vite de cette crise et diminuer son impact à long terme.

**Bibliographie :**

- **AISSAOUI Y.& AISSAOUI A. (2020)** « brève réflexion sur l'atténuation des impacts économiques et sociaux de la pandémie du coronavirus (covid-19) Revue D'Etudes en Management et Finance D'Organisation « Volume 4: Numéro 11»
- **Ait Ali. A , Bassou. B , Dryef. M, El Aynaoui. K , El Houdaigui. R, El Jai.Y, Hossaini.F, Jaidi. L, Loulichki. M, Rezrazi , Saaf. A. (April 30, 2020).** La Stratégie Du Maroc Face Au Covid-19. Policy center for the new south.
- **BAKOUR C. & OUASSOU S. (2020)** « Les politiques sociales en contexte du COVID-19 : INDH « Le programme d'amélioration du revenu et inclusion économique des jeunes » », Revue Internationale du Chercheur « Volume 1 : Numéro 2» pp : 388 – 410
- **BOUANANI J. & LADRAA S. (2020)** « Relance économique pendant l'état de crise sanitaire COVID 19 : Etude d'impact sur l'activité des entreprises industrielles au Maroc », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 1 : Numéro 2 » pp : 46 – 60
- **BOUHIA H. (2020)** « Le Maroc Face Au Covid-19 : Agilité, Cohésion Et Innovation » Policy center for the new south.
- **BOUZEKRAOUI H. COVID19 : Contexte socioéconomique des entreprises Post-confinement : Quelles Mesures d'accompagnement fiscales et sociales ? (Cas du MAROC).** 2020. hal-02889826
- **Conseil Régional de Casablanca & Sud,** « Mesures économiques contre le Covid-19 », in <https://www.boursenews.ma/article/decryptage/mesures-economiques-contre-le-covid-19-les-reponses-a-vos-questions>
- **EL-MAHDAD H. (2020)** « Le système portuaire marocain en situation de crise sanitaire : Quelles réactivités en phase de prolifération du Covid-19 ? », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 3 : Numéro 3 » pp : 348 – 365
- **Fadil, S., & Benazzi, L. (2020).** Les retombées de la crise économique de COVID-19 sur les entreprises. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 1(2), 375-383. <https://doi.org/10.5281/zenodo.4027768>.
- **FMI,** « Perspectives de l'économie mondiale », in <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO> , Mars 2021
- **Haut-Commissariat au Plan (2020).** Note de conjoncture N°36, Avril 2020.
- **Jonas Kibala Kuma.** L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19 : état des lieux, analyses et perspectives. 2020. hal-02888395.
- **OUDDA Y. & al (2020)** « Les retombées de la crise sanitaire Covid-19 sur l'Economie Marocaine », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 4 : numéro 2 » pp : 452 – 475.
- **SALAMATE. F & ZAHJ J. (2020)** « La gestion de crise entre approche processuelle et événementielle : la crise sanitaire au Maroc Covid 19 comme événement », Revue Internationale des Sciences de Gestion «Volume 3 : Numéro 3» pp : 333 – 347.